

FR

FR

FR

PRINCIPES COMMUNS D'ÉVALUATION ÉCONOMIQUE DE LA COMPATIBILITÉ DES AIDES D'ÉTAT EN APPLICATION DE L'ARTICLE 87, PARAGRAPHE 3

1. INTRODUCTION

1. Le contrôle des aides d'État est une composante essentielle de la politique de concurrence et un garde-fou indispensable pour préserver le bon fonctionnement de la concurrence et du libre-échange au sein du marché unique.
2. Les dispositions du traité relatives aux aides d'État prennent en compte le fait que, lorsqu'ils octroient pareilles aides, les États membres visent à encourager le développement économique ou social sur leur territoire. Ils peuvent le faire en attirant des investissements directs étrangers. Les décisions prises par les sociétés de s'établir, d'investir, de s'étendre ou simplement de maintenir la production en un lieu donné engendrent d'ordinaire des avantages importants pour le pays hôte. Elles peuvent créer ou maintenir des emplois, accroître les recettes fiscales ou renforcer la croissance économique. Les aides d'État octroyées par les gouvernements nationaux sont également susceptibles d'affecter les courants d'échange de biens et de services au sein de l'Union européenne (UE) dans la mesure où le destinataire de l'aide peut en retirer un avantage concurrentiel sur son rival étranger. Il peut donc abaisser ses prix, étendre sa production ou augmenter ses investissements (activités de R&D comprises).
3. Le traité CE prend toutefois également en compte le fait que lorsqu'ils envisagent des aides d'État, les gouvernements nationaux omettent souvent de considérer les effets négatifs qu'elles peuvent entraîner pour d'autres pays. Les États membres peuvent être incités à faire un usage stratégique de ces aides afin de promouvoir des intérêts économiques nationaux et de développer des activités sur leur territoire, ce qui peut saper le marché intérieur et contrevenir à l'intérêt européen commun. Si les aides d'État détournent des activités similaires ailleurs, cela peut être au détriment d'autres États membres, et notamment des moins prospères. Les aides d'État consenties aux entreprises nationales induisent également un « captage » des rentes des rivaux étrangers, qui voient reculer leurs profits et leurs parts de marché et peuvent donc décider de supprimer des emplois et de réduire leurs investissements (y compris leurs dépenses de R&D). Au bout du compte, les aides provoquant de tels effets transfrontaliers peuvent déclencher des réactions de la part d'autres États membres. Cette course aux subventions pourrait conduire à une surenchère d'aides, aux frais des contribuables, et être gravement dommageable au marché intérieur.
4. L'article 87, paragraphe 1 du traité CE pose donc le principe que les aides d'État qui faussent ou menacent de fausser la concurrence sont interdites dans la mesure où

elles affectent les échanges entre États membres.¹ Cependant, les aides d'État qui contribuent à des objectifs d'intérêt commun européen clairement définis sans fausser indûment la concurrence entre les entreprises ni les échanges entre États membres peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun. L'article 87, paragraphe 3 du traité CE admet par conséquent des exceptions à l'interdiction générale des aides d'État en vue d'atteindre ces objectifs dans l'intérêt commun². Il appartient donc à la Commission européenne d'évaluer la compatibilité à l'article 87, paragraphe 3 des mesures réputées tomber sous le coup de l'article 87, paragraphe 1. Dans le cadre de ce mandat, la Commission évalue toute une panoplie d'aides ciblées par les États membres à l'aune d'objectifs d'intérêt commun de développement économique et social. Cette évaluation doit s'appuyer sur l'application de principes économiques sains. Dans son Plan d'action dans le domaine des aides d'État,³ la Commission a donc annoncé qu'elle renforcerait son approche économique de cette analyse de compatibilité. L'élément central de cette redéfinition de l'approche économique est le critère de mise en balance.

5. Le présent document a pour objectif de préciser et de clarifier davantage la méthode utilisée par la Commission pour l'évaluation selon le critère de mise en balance.⁴ Déjà bien enracinée dans la pratique passée de la Commission, cette méthode a fait l'objet d'une présentation moins détaillée dans le Plan d'action dans le domaine des aides d'État. Les principes analytiques généraux du critère de mise en balance se trouvent également – avec des ajustements en fonction du contexte politique – reflétés dans un certain nombre de lignes directrices ou encadrements touchant telle ou telle catégorie d'aides (par exemple, dans le domaine des activités de la R&D&I⁵, du capital-investissement,⁶ des aides en faveur de la protection de l'environnement⁷) et ont été appliqués dans un certain nombre de décisions de la Commission, aussi bien dans le cadre de l'application des textes en question qu'en dehors.
6. Si une aide donnée, en raison de sa finalité, s'inscrit dans le cadre de lignes directrices existantes et doit donc être notifiée conformément à ces dernières, seuls s'appliquent les critères d'évaluation (tels qu'intensité des aides, critères d'amissibilité, etc.) qui y sont formulés.
7. Pour cette raison, le présent document ne se substitue pas à des lignes directrices ou encadrements existants, bien qu'il fasse appel à des exemples tirés de domaines couverts par eux afin d'illustrer certains points. Les cas de figure relevant d'un texte spécifique, mais ne satisfaisant pas à la totalité des conditions qui y sont définies (en

¹ Les subventions octroyées par les États membres de l'UE peuvent en outre être soumises à des accords internationaux tels que l'Accord de l'OMC sur les subventions.

² Voir par ailleurs l'article 87, paragraphe 2 pour ce qui concerne, entre autres, les aides à caractère social ou les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles.

³ Voir point 22 du Plan d'action dans le domaine des aides d'État, COM (2005) 107 final du 07.06.2005.

⁴ Le présent document ne traite donc pas de la question de savoir si une mesure constitue ou non une aide d'État au sens de l'article 87, paragraphe 1 du traité CE. Pour l'interprétation des notions établies à l'article 87, paragraphe 1, voir la jurisprudence de la CJCE, par exemple, affaire C-83/98 République française contre Ladbroke Racing Ltd et Commission des Communautés européennes [2000] Rec. p. I-3271 ou affaire T-67/94 Ladbroke Racing Ltd contre Commission des Communautés européennes [1998] Rec. p. II-1.

⁵ JO C 45 du 17.02.1996, p. 5.

⁶ JO C 194 du 18.8.2006, p. 2.

⁷ JO C 82 du 01.04.2008, p. 1.

raison d'un dépassement de l'intensité des aides autorisées ou d'une non-conformité à l'ensemble des critères d'admissibilité, par exemple) seront déclarés incompatibles et la Commission ne les réévaluera pas en utilisant le présent document.⁸ La méthode exposée dans le présent document peut également intéresser les aides sortant manifestement du cadre de toutes lignes directrices ou exemptions par catégorie. Le présent document ne préjuge toutefois en rien l'appréciation portée par la Commission sur le poids à donner à certains paramètres dans un cas donné, et notamment au poids relatif des avantages sur le plan de l'efficacité ou de l'équité pour l'intérêt commun attribués à une aide donnée et aux effets de distorsion de cette aide sur la concurrence entre entreprises et les échanges entre États membres. De plus, le degré de détail de l'appréciation de la Commission sera ajusté au contexte particulier du cas d'espèce.

8. Lorsqu'un État membre notifie une aide en faveur d'un projet et d'un bénéficiaire donnés, la Commission centre son analyse sur l'effet attendu de l'aide en question. Lorsqu'il envisage d'instituer un régime d'aides dont un certain nombre d'entreprises pourraient profiter, l'analyse est centrée sur les cas typiques censés être couverts par ce régime, ainsi que sur ceux qui représentent le scénario du pire dans la mesure où ils pourraient provoquer une distorsion substantielle parce qu'ils impliquent par exemple des montants et/ou une intensité d'aide élevés.

2. METHODE APPLICABLE A L'ANALYSE DE COMPATIBILITE : LE CRITERE DE MISE EN BALANCE

9. L'appréciation de la compatibilité d'une aide consiste fondamentalement en la mise en balance de ses effets négatifs sur les échanges et la concurrence au sein du marché commun et de ses effets positifs, parce qu'elle contribue à atteindre des objectifs d'intérêt commun clairement définis.⁹ Cette mise en balance prend en compte l'effet de l'aide sur le bien-être social de l'UE. À cette fin, la Commission a établi un critère articulé autour des questions suivantes :

1. l'aide vise-t-elle un objectif d'intérêt commun clairement défini ?
2. l'aide est-elle conçue de manière à atteindre l'objectif d'intérêt commun, c'est-à-dire l'aide proposée permet-elle de remédier à une défaillance du marché ou d'atteindre d'autres objectifs ?
 - i. l'aide est-elle un instrument approprié pour répondre à l'objectif visé ?
 - ii. a-t-elle un effet incitatif, c'est-à-dire change-t-elle le comportement de son destinataire ?
 - iii. l'aide est-elle proportionnée au problème traité, c'est-à-dire le même changement de comportement ne pourrait-il être obtenu grâce à une aide moins importante ?

⁸ Ce sera en particulier le cas des aides à l'investissement régional hors des zones listées dans les cartes des aides régionales approuvées.

⁹ Entretemps le critère de mise en balance a été appliqué dans de nombreux dossiers. Voir liste d'affaires à valeur d'exemple en annexe I.

3. les distorsions de concurrence et les effets sur les échanges sont-ils limités, de sorte que le bilan global est positif ?
10. Les outils économiques peuvent être utiles pour répondre à ces questions et vérifier si les aides d'État sont nécessaires et proportionnées. Les deux premières questions portent sur les effets positifs d'une aide d'État, alors que la troisième concerne ses effets négatifs sur la concurrence et les échanges et a pour but de comparer les effets positifs et négatifs de l'aide.
 11. L'application du critère de mise en balance requiert bien entendu un cadre commun afin d'évaluer et de comparer les différents éléments soupesés. Un tel cadre est fourni par l'analyse de l'effet qu'ont les aides d'État sur le bien-être de l'ensemble des intéressés et notamment sur le celui de leurs bénéficiaires, de leurs concurrents, des consommateurs, mais également des fournisseurs d'intrants (main-d'œuvre par exemple). Les principaux effets que l'on peut attendre des aides d'État sur le bien-être de ces acteurs sont résumés dans l'encadré n° 1.
 12. En ce qui concerne la première question, le traité CE ne prévoit que quelques exceptions à l'interdiction générale des aides d'État. Il est donc nécessaire de commencer par déterminer si l'objectif poursuivi au moyen de l'aide peut effectivement être considéré comme relevant de l'intérêt commun, puis d'évaluer l'acceptabilité de cet objectif. L'application de notions développées dans la théorie économique quant à la contribution d'une mesure à un objectif d'intérêt commun peut s'appréhender soit en examinant l'apport au bien-être et à l'efficacité sur un plan général (l'aide d'État permet-elle de remédier à une défaillance du marché ?) soit l'équité (c'est-à-dire les modalités de répartition du bien-être). Tous les objectifs d'intérêt commun peuvent donc être considérés comme contribuant à l'efficacité et/ou à l'équité. Ainsi qu'exposé ci-après, les contributions à l'efficacité sont analysées dans le cadre des défaillances du marché.
 13. La seconde étape consiste alors à évaluer si l'aide est conçue de manière à atteindre l'objectif d'intérêt commun clairement défini. Plus spécifiquement, même si elle vise un pareil objectif, il se peut que telle ou telle aide d'État ne constitue pas un instrument approprié. Il en ira ainsi lorsque l'aide ne permet pas d'atteindre l'objectif désiré ou que d'autres instruments à moindre effet de distorsion parviennent aux mêmes résultats. En outre, l'aide doit réellement inciter le destinataire à modifier son comportement de manière à atteindre l'objectif visé. Cette condition ne sera pas remplie dans les cas où l'aide est superflue parce que le bénéficiaire atteindrait l'objectif même en son absence. Enfin, le montant de l'aide ne devra pas excéder ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif.
 14. La dernière question porte sur les effets négatifs des aides d'État. Même bien conçue pour atteindre un objectif d'intérêt commun, une aide consentie à une entreprise ou à un secteur économique en particulier peut entraîner un degré inacceptable de distorsion de la concurrence et des échanges entre États membres.
 15. La mise en balance globale oblige non seulement à cerner les effets de l'aide sur les producteurs et les consommateurs au sein des États membres, mais également à évaluer leur ampleur et à comparer leurs conséquences. Cela implique, par exemple, que les effets négatifs majeurs doivent être compensés par des effets positifs de même ampleur.

16. A contrario, si la distorsion de concurrence s'avère limitée, les effets positifs pourront être proportionnellement moindres. En pareil cas, la Commission procédera d'ordinaire à une mise en balance moins détaillée. En outre, les aides d'État tombant dans le champ d'application de l'article 87, paragraphe 1 du traité CE et dénuées de tout effet positif sont proscrites par ce même article, sans qu'il soit besoin d'examiner l'ampleur de leurs effets négatifs.
17. Pour évaluer l'effet de l'aide, la Commission doit définir un scénario négatif qui sera comparé à la situation dans laquelle l'aide est consentie. La question à poser dans ce contexte est de savoir ce que sera la situation si l'aide n'est pas octroyée.

Encadré n°1 : traçage de l'effet des aides

L'aide modifie les incitations et contraintes auxquelles son destinataire est confronté, ce qui affecte son comportement et, par voie de conséquence, ses concurrents, les consommateurs et autres protagonistes. Il est utile de décrire les effets de l'aide sur le comportement de son bénéficiaire afin d'en déterminer également les conséquences sur les autres parties prenantes. L'ampleur des coûts compensés par l'aide et leur degré d'irrécupérabilité constituent ici des éléments clés.

L'aide qui couvre des coûts fixes (et non récupérables¹⁰) – tels que ceux des investissements dans de nouvelles usines et de nouveaux équipements – affectera d'ordinaire les décisions de l'entreprise quant au développement de ses activités.

Parmi les différents types d'effets résultants, on trouve notamment :¹¹

L'entrée sur le marché : l'aide peut être utilisée pour couvrir les coûts d'entrée et se traduire par des investissements dans une production additionnelle ou de remplacement (ou servir à empêcher la sortie du marché qui interviendrait sans elle). Les concurrents de l'entreprise bénéficiaire peuvent perdre des parts de marché et, partant, voir leurs profits diminuer. Ils peuvent réagir en réduisant leurs propres projets d'investissement. Si cette entrée conduit globalement à une augmentation de la production et de la concurrence, les consommateurs pourront être gagnants à court terme. L'aide destinée à subventionner l'entrée sur le marché produira toutefois des effets négatifs sur les acteurs déjà présents sur le marché, car ils auront affaire à un nouveau concurrent. L'anticipation d'un risque d'entrée subventionnée ultérieure pourrait dissuader le secteur privé d'investir. Les effets négatifs de ce type seront encore accrus si, partant de là, des concurrents plus performants sont contraints de sortir du marché.

L'aide peut de surcroît se solder par un **déplacement** d'activités ou d'investissements d'une région vers une autre (si bien qu'il n'y aura pas de capacité supplémentaire). Ce phénomène peut se traduire par une délocalisation d'usines qui seraient parties ailleurs en l'absence de l'aide ou faute d'activités ou simplement par le développement de l'activité économique dans

¹⁰ Les coûts non récupérables affectent les décisions commerciales ex ante, mais une fois exposés, ils n'entrent plus en ligne de compte dans les décisions des acteurs rationnels du marché. L'aide couvrant les coûts non récupérables risque donc moins de provoquer des distorsions. A contrario, les coûts variables constituent des incitations lors de la prise de décision commerciale et les aides destinées à couvrir de tels coûts sont de nature à induire les distorsions maximales. Il n'est cependant pas toujours possible de démêler les coûts variables des coûts fixes/non récupérables. Les investissements dans de nouvelles infrastructures plus performantes, en particulier, peuvent modifier d'une manière permanente le coût variable de la production supplémentaire.

¹¹ Liste non exhaustive.

la région aidée au détriment d'autres endroits. Si elle peut favoriser le développement dans la région de son destinataire, l'aide peut également avoir un impact négatif dans la région d'où les investissements ont été retirés.

Sortie du marché : l'aide peut être utilisée pour couvrir les coûts de sortie et se traduire par une destruction d'actifs et d'activités (restructuration par exemple). Dans ce cas, les concurrents en profiteront et accroîtront probablement leur propre capacité. L'aide peut induire un gain d'efficacité si les actifs de la société sortante sont mieux gérés par leurs nouveaux propriétaires et la production assurée par des entreprises plus performantes. Réciproquement, l'aide peut empêcher la sortie de marché.

Recherche et développement : l'aide peut permettre l'avancée de certains investissements et projets qui, à défaut, ne seraient pas rentables ou seraient trop risqués pour que des investisseurs privés les entreprennent d'eux-mêmes. Si ces projets ou investissements engendrent des retombées positives, ils peuvent profiter aux consommateurs, au bénéficiaire de l'aide et à ses concurrents.¹² Cependant, si de telles aides évincent les investissements privés réalisés par les concurrents du bénéficiaire, le montant total des investissements est susceptible de diminuer.

Les aides destinées à atténuer les coûts variables influencent d'ordinaire le rendement marginal et les décisions en matière de prix (quel que soit le niveau des coûts fixes). Ces aides peuvent affecter la concurrence à plusieurs égards, notamment :¹³

Augmentation de la production et réduction de prix : l'aide peut permettre à son bénéficiaire d'abaisser ses prix et d'accroître ses ventes.¹⁴ Les concurrents de l'entreprise bénéficiaire peuvent perdre des parts de marché, réaliser des profits moindres, et sont susceptibles de réduire leur propre production et d'ajuster leur propres plans d'investissement. Cet effet profitera d'ordinaire aux consommateurs des biens subventionnés (baisse des prix, au moins à court terme) ainsi qu'au bénéficiaire (profits plus élevés) au détriment de ses concurrents. L'augmentation des ressources allouées aux biens subventionnés aura probablement des conséquences négatives pour les marchés dont les ressources seraient sinon utilisées.

Augmentation et/ou modification des achats d'intrants : l'aide peut se traduire par une baisse des coûts de certains intrants (tels que formation, matériaux plus respectueux de l'environnement, etc.), de même qu'elle peut changer le processus de production par l'utilisation de matériaux, de main-d'œuvre ou d'intrants différents (emploi d'un plus grand nombre de travailleurs handicapés, diminution de la pollution par exemple). Cet effet est susceptible de profiter au bénéficiaire et aux participants du marché intrant, mais peut être préjudiciable aux fournisseurs d'intrants concurrents. Les concurrents peuvent être lésés dans la mesure où les aides modifient la production du destinataire ou sa capacité d'attirer les investissements. Le nouveau processus de production peut améliorer le bien-être global s'il

¹² Cependant, si les concurrents ne peuvent accéder aux résultats des activités de recherche et de développement subventionnées qu'en acquittant un droit substantiel auprès de l'entreprise bénéficiaire, ils peuvent subir un désavantage compétitif vis-à-vis de cette dernière et donc voir se réduire leurs parts de marché et leurs profits.

¹³ Liste non exhaustive. L'aide au fonctionnement, en particulier, peut également faciliter l'entrée sur le marché et la sortie de ce dernier, la délocalisation et la recherche-développement.

¹⁴ L'aide destinée à accroître la capacité aura elle aussi cet effet, même si l'accroissement de capacité est réalisé à coût fixe, ce qui va permettre au bénéficiaire d'accroître sa production au-delà du niveau initial à un coût marginal normal.

engendre des retombées positives (telles qu'une pollution moindre ou une amélioration des connaissances) qui l'emportent sur les effets négatifs sur les concurrents de l'entreprise bénéficiaire.

3. L'AIDE VISE-T-ELLE UN OBJECTIF D'INTERET COMMUN ?

18. Les aides d'État peuvent être autorisées par la Commission pour lors qu'elles contribuent à atteindre un ou plusieurs des objectifs d'intérêt commun définis à l'article 87, paragraphe 3 du traité CE. La contribution d'une aide à un objectif d'intérêt commun peut se mesurer à son efficacité ou à l'équité. Les États membres souhaitant octroyer des aides publiques devront par conséquent définir l'objectif qu'ils poursuivent, et notamment expliquer si ce dernier est plutôt d'accroître l'efficacité du marché ou de régler des problèmes d'équité. Certains objectifs peuvent viser à la fois des problèmes d'équité et d'efficacité.¹⁵

3.1. Objectifs d'efficacité

19. En l'absence de preuve du contraire dans un cas de figure donné, la Commission considère que les marchés donnent lieu à une allocation de ressources efficace dans l'économie. Dans certaines circonstances toutefois, les États membres peuvent démontrer que les marchés ne parviennent pas à fournir un résultat efficace¹⁶, par exemple parce que des investissements socialement profitables ne sont pas réalisés ou que certaines activités sont développées en excès¹⁷ ou ne sont pas menées à moindre coût. L'octroi d'aides d'État peut alors engendrer des effets positifs et il est donc possible d'améliorer l'efficacité globale en ajustant, grâce à ces dernières, les incitations aux entreprises. En règle générale, la défaillance du marché doit être importante pour que l'aide d'État permette un gain d'efficacité. L'analyse de la présence et de l'ampleur des **défaillances du marché** est donc nécessaire pour mesurer l'effet des aides d'État sur l'efficacité.
20. Le fait qu'une entreprise donnée ne soit pas en mesure d'entreprendre un projet sans aide n'implique pas nécessairement l'existence d'une défaillance du marché. À titre d'exemple, la décision d'une société de ne pas investir dans un projet à faible rentabilité ou dans une région où la demande du marché est limitée et/ou qui est peu compétitive du point de vue des coûts pourra être l'indice non pas d'une défaillance du marché, mais plutôt d'un bon fonctionnement de ce dernier. On ne peut partir du principe qu'une aide ayant pour objectif d'accroître la production ou de diminuer le prix puisse être justifiée sur la base d'une défaillance du marché, car un excès de

¹⁵ À titre d'exemple, l'aide visant à promouvoir la culture peut viser l'équité lorsqu'elle élargit l'accès aux biens et services culturels à un public qui serait sinon dans l'incapacité d'en profiter, mais peut également viser l'efficacité lorsqu'elle porte sur une défaillance du marché liée aux externalités positives de la culture. Voir par exemple COM(2001) 534 final ; Communication concernant certains aspects juridiques liés aux œuvres cinématographiques et autres œuvres audiovisuelles, et notamment le point 2.3.

¹⁶ Sur le plan économique, un résultat efficace correspond à une situation dans laquelle l'allocation des ressources est optimale au sens où nul ne peut tirer un profit sans que quelqu'un d'autre en pâtisse. Les aides d'État ont un effet sur les incitations des participants au marché et peuvent modifier leur comportement, altérant du même coup le fonctionnement du marché.

¹⁷ On peut citer, par exemple, les activités polluantes; le préjudice qu'elles provoquent n'est pas toujours pleinement pris en compte par l'entreprise qui le cause.

capacité¹⁸ ou une surconsommation¹⁹ peuvent s'avérer inefficaces ou même nuire à l'économie et à la société dans leur ensemble. Il n'y a que dans les cas où les forces du marché seules, en l'absence d'aide, ne seraient pas en mesure d'obtenir une production efficace que l'on peut considérer qu'il existe une défaillance du marché. Dans ce cas, une intervention gouvernementale bien conçue peut améliorer l'allocation des facteurs de production, corriger la défaillance du marché et permettre d'atteindre l'objectif d'intérêt commun.

21. Les défaillances du marché peuvent se manifester sous diverses formes et possèdent différentes origines et caractéristiques. On peut mentionner deux grandes sources de défaillance du marché :

Les externalités

Elles s'observent lorsque les acteurs du marché n'internalisent pas l'intégralité des fruits ou du coût de leur action, en raison de droits de propriété incomplets. La recherche-développement (R&D) fournit un exemple d'activité à externalité positive. Lorsque les sociétés sont en mesure de faire efficacement breveter les résultats de leurs recherches, il est moins probable que des externalités positives soient reconnues. A contrario, si elles sont incapables de s'approprier l'entier bénéfice de leurs dépenses de R&D, leurs investissements en ce domaine peuvent se cantonner à un niveau sous-optimal pour le bien-être total. Une externalité négative se produit en cas de pollution par une activité industrielle. Si les entreprises ne paient pas le coût intégral de la pollution (par exemple, soins médicaux aux personnes dont les problèmes de santé sont dus à une pollution accrue), il se peut qu'elles polluent plus que le niveau optimal pour le bien-être total.

¹⁸ On peut en trouver des exemples historiques dans certaines industries telles que l'acier, le textile ou les chantiers navals.

¹⁹ Parmi les exemples de consommation excessive due à des prix subventionnés, on trouve l'épuisement de ressources rares comme l'eau ou les combustibles fossiles, ou l'obtention excessive de crédits auprès de banques subventionnées.

L'imperfection et l'asymétrie de l'information / les problèmes de coordination

L'imperfection et l'asymétrie de l'information peuvent entraîner des coûts de transaction, des coûts d'agence, des risques moraux ou une sélection négative qui, à leur tour, nuisent à l'efficacité du marché. On en trouve un exemple sur le marché financier, où les entreprises en démarrage éprouvent souvent des difficultés à obtenir un financement adéquat (en raison notamment de l'absence de garantie, de flux de trésorerie stables, de réputation sur le marché) en dépit d'un plan d'exploitation potentiellement très valable. De ce fait, des entreprises susceptibles de « pousser » efficacement l'activité économique risquent de n'obtenir qu'un financement insuffisant. Cela ne signifie toutefois pas qu'il faille, d'une manière générale, octroyer des fonds à toutes les entreprises en raison d'une information présumée imparfaite. Au contraire, l'absence de financement de projets à taux de rentabilité plus faibles constitue un signe d'efficacité du marché et les États membres doivent démontrer avec précision en quoi leur intervention remédie au problème d'une information imparfaite.

Les problèmes de coordination peuvent eux aussi entraîner des défaillances du marché lorsque les coûts de négociation, l'incertitude quant à l'issue de la collaboration et les effets de réseau empêchent la conception efficace, voire la conclusion d'accords contractuels, débouchant par là même sur des niveaux de coordination et de production faibles et inefficaces. L'imperfection de l'information peut empêcher les sociétés de prendre des décisions mutuellement bénéfiques, notamment dans l'élaboration de normes et dans le contexte des accords de coopération ou de la constitution de pôles²⁰. Ainsi, un projet de recherche peut produire des résultats conduisant à différentes stratégies de développement difficiles à prédire. En conséquence, les contrats entre les parties à des projets d'investissement seront incomplets et il se peut que certaines d'entre elles n'atteignent pas un niveau efficace d'investissement commun (notamment celles qui n'exercent qu'un faible contrôle en cas d'événements imprévus) ou n'investissent pas du tout. Ce scénario peut se produire lorsque les partenaires associés autour d'un projet de recherche y apportent des compétences ou des connaissances très différentes, susceptibles ou non de se révéler utiles.²¹ Les parties supporteront également des coûts substantiels pour la conception et l'exécution de contrats appropriés. Ces problèmes de coordination et les coûts y afférents iront sans doute croissant avec le nombre de partenaires contractuels. Des problèmes de coordination peuvent également surgir du fait qu'une technologie, norme ou pratique doit atteindre une masse critique déterminée pour qu'il soit raisonnable de l'adopter ou de la compléter, ou qu'il est nécessaire de supporter des coûts non récupérables avant qu'un contrat puisse être signé entre les parties.

22. Les biens publics peuvent en outre eux aussi revêtir une certaine importance dans l'analyse des aides d'État. Ils peuvent être consommés sans s'épuiser et il est difficile d'exclure quiconque de leur utilisation (et donc de les faire payer). Bien qu'ils soient

²⁰ En présence d'externalités d'agglomération, la rentabilité d'une entreprise augmente lorsqu'elle est située à proximité de ses concurrents, fournisseurs et clients. Dans ce contexte, l'État pourrait déclencher ou renforcer le développement d'un pôle.

²¹ Voir par exemple affaire N 854 / 2006 – Soutien de l'agence de l'innovation industrielle en faveur du programme mobilisateur pour l'innovation industrielle TVMSL, JO C 182 du 04.08.2007.

bénéfiques à la société, il se peut que les biens publics ne soient pas fournis par le marché.²²

23. Le fait qu'un projet ait des effets positifs échappant en partie au bénéficiaire de l'aide ou qu'il puisse souffrir de problèmes de coordination ou d'imperfection de l'information n'amène pas automatiquement à conclure à une défaillance du marché. Il ne peut y avoir de défaillance du marché qu'à partir du moment où l'État membre démontre que ces éléments affectent la rentabilité du projet au point qu'il ne serait pas entrepris (ou seulement d'une manière insuffisante) s'il était considéré du point de vue de l'efficacité²³.
24. Il existe de nombreuses manières de déceler des défaillances du marché. Elles sont, dans certains cas, quantifiables. Ainsi, les États membres sont parfois en mesure de fournir des estimations économétriques des retombées sur le plan des connaissances ou de l'environnement, mais on dispose rarement de suffisamment d'informations pour mener des études économétriques complètes dans des cas donnés. Les inefficacités du marché peuvent également être déterminées par étalonnage ou des études montrant qu'un marché donné est caractérisé par des effets externes ou des problèmes d'information (dans l'acception expliquée plus haut) substantiels.
25. Par ailleurs, certains critères peuvent être utiles pour détecter des défaillances plus précises du marché et les relier à des objectifs particuliers d'intérêt commun :

Type de défaillance du marché	Domaines susceptibles d'être affectés	Critères d'évaluation spécifiques
<i>Externalités :</i>	aides en faveur des activités de R&D&I (externalités positives), de la formation (externalités positives), de l'environnement (prévention d'externalités négatives)	<ul style="list-style-type: none"> existence de projets similaires sans aide (si des projets similaires existent, une défaillance du marché est peu probable) possibilité de s'approprier les fruits de l'activité, notamment par des contrats, des droits de propriété intellectuelle, le secret niveau de diffusion prévu spécificité de l'externalité produite transparence quant à la nature et à l'ampleur des effets externes produits pour les consommateurs et les partenaires commerciaux
<i>Imperfection de</i>	capital-investissement,	<ul style="list-style-type: none"> type de bénéficiaire, probabilité de défaillance portée de l'évaluation ex ante et du suivi ex

²² Une autre raison pour laquelle le marché peut ne pas conduire à un résultat efficace est l'existence d'un pouvoir de marché, comme dans une situation de monopole. Cependant, dans la plupart des cas où les acteurs jouissent d'un certain pouvoir de marché et où les marchés ne sont pas considérés comme pleinement efficaces, la Commission estimera généralement que l'octroi d'aides d'État à des acteurs plus petits ou marginaux, par exemple, n'est pas suffisamment justifiée.

²³ Ce serait le cas lorsque le coût de l'activité est suffisamment élevé pour supprimer le profit de l'entreprise, tout en restant inférieur au bénéfice global pour la société.

<i>l'information</i>	aide aux activités de R&D&I, aide à l'emploi	post de l'activité ciblée, notamment pour ce qui touche à sa rentabilité et/ou qualité <ul style="list-style-type: none"> • disponibilité de l'information et de l'expertise dans le secteur ciblé et/ou sur l'activité ciblée et le destinataire
<i>Problèmes de coordination</i>	aide aux activités de R&D&I, aide à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • nombre d'entreprises appelées à collaborer • intensité de la collaboration antérieure • intérêts divergents des partenaires associés à la collaboration • problèmes de conception des contrats, importance des aléas • problèmes de la coordination de la collaboration (questions linguistiques, délais, distance, frais de déplacement, absence de canaux de communication aisés, informations sensibles)

3.2. Objectifs d'équité

26. Les marchés sélectionnent les gagnants et les perdants et peuvent ainsi produire ou renforcer des inégalités. Les États peuvent considérer ces inégalités comme inacceptables; ils peuvent décider d'intervenir et de procéder à un transfert de richesse entre individus, afin de réduire les inégalités sociales ou régionales. Certaines aides d'État peuvent donc cibler des objectifs d'équité.
27. Un certain nombre d'objectifs d'intérêt commun (poursuivis notamment par les aides à la R&D&I, en faveur de l'environnement, de la formation ou du capital-investissement) sont destinés à corriger des défaillances du marché et ciblent donc des problèmes d'efficacité. Dans ce cas, les considérations d'équité ne joueront normalement qu'un rôle mineur dans la mise en balance des effets positifs et négatifs de l'aide. Toutefois, même alors, des considérations d'équité pourraient également entrer en jeu (si, par exemple, l'aide vise à déplacer un projet de R&D&I d'une région vers une autre).
28. D'un autre côté, certaines aides peuvent être clairement axées sur des objectifs d'équité. Il en va ainsi de
- l'aide régionale, qui a pour objectif de renforcer la cohésion économique en contribuant à réduire le fossé entre les niveaux de développement des différentes régions de l'UE ; l'aide régionale à l'investissement est conçue pour appuyer le développement des régions les plus désavantagées en soutenant les investissements et la création d'emplois et en promouvant l'expansion et la diversification des activités économiques des entreprises situées dans les régions moins favorisées.
 - l'aide à la fourniture de services d'intérêt économique général, qui peut être accordée pour des raisons d'équité, spécialement lorsqu'un État membre considère qu'un marché efficace n'offrirait pas ces services à l'ensemble des citoyens d'une manière adéquate.

- certaines catégories de travailleurs éprouvant des difficultés particulières à trouver un emploi du fait que les employeurs les tiennent pour moins productifs ; les aides d'État peuvent aider des travailleurs désavantagés à entrer sur le marché du travail ou bien permettre aux travailleurs handicapés de s'y intégrer ou d'y rester, en couvrant les surcoûts induits par leur moindre productivité, qu'elle soit perçue ou réelle.
- l'aide au sauvetage et à la restructuration, accordée afin d'éviter des pertes d'emplois et d'activités sur un site ou dans un secteur donnés.²⁴
- l'aide en faveur des produits et services culturels, qui peut elle aussi être accordée pour des raisons d'équité (notamment pour préserver la diversité culturelle), outre correction des défaillances du marché en association avec des retombées positives.

Dans certaines autres circonstances, des aides d'État ciblant des objectifs d'équité peuvent être conçues et mises en œuvre au moyen des mécanismes du marché (comme pour le sauvetage et la restructuration). L'obtention in fine d'un équilibre de marché concurrentiel peut constituer une condition nécessaire à l'autorisation de ces aides.²⁵

29. Bien que les objectifs d'équité puissent varier d'un État membre à l'autre, il sera souvent possible de faire ressortir un élément d'intérêt commun pour les justifier. Les considérations d'équité invoquées peuvent être justifiées par des indicateurs statistiques illustrant des disparités sociales ou régionales, parmi lesquels le PIB par habitant, les niveaux de chômage, les taux d'emploi, les indicateurs de pauvreté, etc.

4. L'AIDE EST-ELLE CONÇUE DE MANIÈRE À ATTEINDRE L'OBJECTIF D'INTÉRÊT COMMUN ?

4.1. Moyen d'action adapté

30. Les États membres peuvent opérer différents choix entre les moyens d'action, et le contrôle des aides d'État ne fait pas primer un mode d'intervention unique dans l'économie. Le recours à des aides d'État en vertu de l'article 87, paragraphe 1 du traité ne peut toutefois être justifié que si cet instrument d'intervention étatique convient pour atteindre l'objectif public et contribuer à un ou à plusieurs des objectifs d'intérêt commun de l'Union.²⁶ Dans les cas où elle ne constitue pas un moyen d'action approprié pour résoudre un problème précis d'efficacité ou d'équité, l'aide d'État peut provoquer des distorsions de la concurrence et des échanges qui pourraient être évités par le recours à d'autres outils (instruments réglementaires, fourniture directe de biens et de services par l'État ou instruments fiscaux visant à redistribuer les richesses et à mettre en place des incitations pour les entreprises).

²⁴ La Commission entend remanier en temps voulu les « Lignes directrices concernant les aides au sauvetage et à la restructuration » existantes afin de prendre en compte l'expérience acquise dans le contexte de la crise financière actuelle.

²⁵ Citons à titre d'exemple les obligations d'accès ouvert, constituant une condition préalable à l'autorisation d'aides d'État dans le déploiement de réseaux.

²⁶ Ces thèmes sont examinés dans les affaires C 25 / 2004 – *DVB contre T Berlin-Brandenburg* (JO L 200 du 22.07.2006) ou N 854 / 2006 – *Soutien de l'agence de l'innovation industrielle en faveur du programme mobilisateur pour l'innovation industrielle TVMSL*, JO C 182 du 04.08.2007.

31. L'État membre peut opter pour tel ou tel instrument en fonction de son expérience, d'une évaluation comparative ou sur la base de scénarios et d'une analyse coûts/avantages. Dans son analyse de compatibilité, la Commission accordera une attention particulière à l'évaluation menée par l'État membre de l'effet de la mesure envisagée. La Commission considérera qu'une mesure constitue un moyen d'action approprié lorsque l'État membre aura envisagé d'autres options et aura établi et démontré à la Commission les avantages du recours à un instrument sélectif tel que l'aide d'État.

4.2. Effet incitatif

32. Les aides d'État doivent modifier le comportement de l'entreprise bénéficiaire de manière à ce qu'elle entreprenne une activité permettant d'atteindre un objectif d'intérêt public qu'elle (i) ne mènerait pas en l'absence d'aide ou (ii) qu'elle mènerait d'une manière restreinte ou différente. Cela implique que l'État membre doit, dans certains cas, démontrer que l'aide n'est pas utilisée pour subventionner les coûts d'une activité qu'une entreprise supporterait de toute façon.²⁷ Ce changement de comportement, qu'on appelle l'effet incitatif, peut être mis en évidence grâce à la comparaison de situations avec et sans aide.²⁸
33. Comme l'aide peut amener son bénéficiaire à modifier son comportement de multiples manières, le changement prévu doit permettre d'atteindre l'objectif visé.
34. En ce qui concerne les *objectifs d'efficacité*, l'État membre doit apporter la preuve de l'effet incitatif en démontrant que l'entreprise bénéficiaire a modifié (ou est susceptible de le faire) son niveau d'activité, corrigeant du même coup la défaillance du marché et améliorant le fonctionnement de ce dernier. À titre d'exemple, l'aide en faveur des activités de R&D nécessitera une augmentation de la taille, de la portée, du rythme ou du budget des activités de R&D, et l'aide à la formation devra se traduire par un accroissement du volume total des mesures de formation fournies par l'entreprise.
35. Afin de permettre à la Commission de mesurer l'effet incitatif invoqué, il faudra en général que l'État membre produise des documents internes du bénéficiaire de l'aide démontrant qu'il n'entreprendrait pas l'activité visée en l'absence d'aide.²⁹ Ces documents internes peuvent notamment être les suivants:
- prévisions budgétaires des coûts ciblés par l'aide

²⁷ L'aide à la formation ne saurait, par exemple, financer des activités de formation que le bénéficiaire aurait menées de toute façon en raison d'impératifs opérationnels. Voir par exemple C 40 / 2005 – *Ford Genk* (JO L 366 du 21.12.2006).

²⁸ La comparaison d'une situation avec et sans aide est également appelée analyse contradictoire. Voir par exemple l'analyse contradictoire menée dans les affaires N 349 / 2007 – *Soutien de l'agence de l'innovation industrielle au PMII OSIRIS* (JO C 304 du 15.12.2007) ; N 887 / 2006 – *Projet Bernin 2010* (JO C 200 du 28.08.2007) ; N 185 / 2007 – *Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du programme « NANOSMART »* (JO C 284 du 27.11.2007).

²⁹ On notera que, pour établir la défaillance du marché, il faut également démontrer que les autres entreprises – autrement dit, les forces du marché en général – ne pourraient, sans l'aide, atteindre l'objectif d'une manière adéquate.

- plans d'exploitation et autres documents soumis aux comités d'investissement en vue d'obtenir l'autorisation de consacrer des ressources à certaines activités
 - calculs de rentabilité pour un projet donné, avec et sans aide
 - analyse financière du projet, incluant prévisions de scénarios ou mouvements de trésorerie
 - évaluations des risques ayant trait à l'échec commercial, à l'irréversibilité de l'investissement et des coûts associés ou à la rentabilité incertaine de l'activité ciblée.
36. En sus de l'analyse de documents internes, la Commission peut également prendre en compte les informations externes disponibles, telles que des critères de référence industriels de rentabilité ou de risque.
37. En ce qui concerne les *objectifs d'équité*, la démonstration de l'effet incitatif nécessite que l'État membre montre en quoi le fait de mener l'activité ciblée implique des surcoûts³⁰ résultant de handicaps sociaux et régionaux et compensés par l'aide. À titre d'exemple, l'aide en faveur de l'emploi suppose le recrutement de travailleurs désavantagés ou handicapés à la place de travailleurs valides, car cela implique un surcoût.
38. Il peut néanmoins exister des raisons valables qui amènent le destinataire potentiel à adopter le comportement voulu même en l'absence d'aide. La Commission prendra en considération les indicateurs fournis par les États membres pour démontrer un désavantage social ou régional³¹ afin de déterminer si, en l'absence d'aide, il y a suffisamment d'incitations à réaliser l'activité ciblée. Les indicateurs suivants pourront entrer en ligne de compte :
- handicaps régionaux (tels qu'accessibilité, infrastructure, manque de main-d'œuvre qualifiée, indicateurs de revenu, indicateurs de chômage)
 - profil de la population ciblée (par exemple, âge, sexe, origine ethnique, travailleurs désavantagés ou handicapés)
 - incitations au changement du comportement en dépit de handicaps sociaux : par exemple création ou modification de l'image de l'entreprise, pénurie d'autre personnel disponible, qualification et productivité du personnel ciblé.

4.3. Proportionnalité

39. L'aide n'est considérée comme proportionnée qu'à la condition que le même résultat ne puisse être atteint moyennant une aide et une distorsion moins importantes. Le montant et l'intensité de l'aide doivent être limités au minimum nécessaire pour que l'activité subventionnée soit menée. Dès que l'aide excède le minimum nécessaire,

³⁰ Incluant les coûts réels ainsi que les coûts d'opportunité.

³¹ En ce qui concerne les critères d'évaluation applicables aux grands projets d'investissement dans le contexte des aides régionales, voir la communication de la Commission intitulée « Orientations sur l'appréciation approfondie des aides régionales en faveur de grands projets d'investissement ».

son destinataire bénéficiera d'un profit exceptionnel susceptible de fausser inutilement la concurrence, et elle ne saurait donc être jugée compatible avec le marché commun.

40. Pour évaluer la proportionnalité de l'aide, la Commission pourra faire appel aux informations utilisées pour analyser l'effet incitatif. Cependant, alors que la mesure de l'effet incitatif revient essentiellement à vérifier si le comportement s'est modifié, l'analyse de la proportionnalité de l'aide nécessite un degré d'appréciation différent en ce qu'elle porte sur la mesure dans laquelle l'aide excède ce qui est nécessaire pour produire le changement de comportement.
41. Dans un certain nombre de lignes directrices ou d'encadrements, l'intensité maximum des aides (exprimée en pourcentage des coûts admissibles) est définie et l'aide est normalement réputée proportionnée si ces maxima sont respectés. Il peut cependant y avoir des cas de figure pour lesquels de tels plafonds ne sont pas définis. Par ailleurs, pour les cas relevant de l'évaluation détaillée prévue par les lignes directrices ou encadrements existants, il convient de vérifier si l'intensité de l'aide en question est excessive et s'il ne serait pas possible d'obtenir le même résultat avec une aide moins importante.
42. Dans ce type de cas, les États membres doivent fournir les éléments permettant d'évaluer la quantité d'aide nécessaire pour compenser l'activité supplémentaire que cette dernière doit engendrer, autrement dit les surcoûts supportés par son bénéficiaire s'il entreprend le projet subventionné, par rapport à ce qui se serait passé en l'absence d'aide. De plus, si ce projet induit des bénéfices d'exploitation supplémentaires mesurables pour le destinataire de l'aide (c'est-à-dire des coûts moindres en raison de l'utilisation d'une nouvelle technologie de production ou des revenus supplémentaires), la Commission les prendra en compte pour déterminer le montant d'aide proportionnel. L'acquisition d'une machine plus respectueuse de l'environnement, par exemple, peut également induire des bénéfices sous forme d'économies d'énergie. La prise en compte de ces bénéfices complémentaires permet de calculer le surcoût net.
43. Le principe de l'évaluation des surcoûts nets d'un projet subventionné peut être appliqué aussi bien aux aides visant un objectif d'efficacité qu'à celles qui poursuivent un objectif d'équité. L'évaluation de ces deux catégories d'aides peut cependant différer, car dans les projets menés pour des raisons d'efficacité, le scénario contradictoire peut être moins tranché³² (pas de projet du tout, projet de taille différente, projet moins risqué, etc.) que dans le cas des projets axés sur un objectif d'équité (où l'aide a en général pour finalité de changer la manière dont son destinataire mène ses activités, en modifiant par exemple le lieu de ses activités ou le type de personnel employé).

5. DISTORSIONS DE CONCURRENCE

44. On peut distinguer au moins trois types de distorsions de concurrence induites par les aides d'État. Tout d'abord, en interférant avec l'allocation de rentes par le biais des

³² Ce thème est discuté notamment dans l'affaire N 674 / 2006 – Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du projet NeoVal, JO C 120 du 31.05.2007.

marchés, les aides d'État peuvent avoir des effets dynamiques à long terme sur la propension à investir et à faire concurrence. Deuxièmement, à un niveau plus spécifique, les aides d'État peuvent affecter la concurrence sur le marché des produits et déclencher différentes réactions chez les concurrents en fonction des circonstances. Troisièmement, les aides d'État peuvent affecter la concurrence sur les marchés d'intrants, en particulier en ce qui touche le lieu de l'investissement.

45. Toutes ces distorsions de concurrence vont affecter la répartition des activités économiques entre secteurs et entre États membres et avoir un impact néfaste sur le marché intérieur, en altérant les échanges et en perturbant une distribution efficace des activités de part et d'autre des frontières nationales. En fait, la possibilité même qu'une aide d'État soit autorisée dans un État membre peut en inciter d'autres à recourir eux aussi à de telles mesures afin d'attirer stratégiquement des activités sur leur territoire, accélérant par là même le risque d'une course aux subventions.
46. Tout d'abord, à un niveau plus général, le fait que l'aide d'État induise une réallocation des rentes sur les marchés et interfère avec le processus concurrentiel est susceptible d'affecter **l'incitation à long terme**. Les entreprises qui prévoient que les profits seront affectés par l'octroi d'aides d'État en plus de leurs propres efforts pourront trouver opportun de réduire ces derniers. L'aide d'État est donc susceptible d'avoir un impact négatif sur la propension à investir et à innover, à la fois pour le bénéficiaire et pour les concurrents. À plus long terme, cette altération des incitations dynamiques entraîne une réduction du choix et, potentiellement, un abaissement de la qualité ou une hausse des prix pour les consommateurs.
47. En second lieu, à un niveau plus spécifique, on peut escompter que le changement de comportement du destinataire de l'aide sur les marchés de produits affectera les concurrents et déclenchera différents ajustements dans leur comportement. Les concurrents pourront notamment réagir en **réduisant leurs propres ventes et projets d'investissements** (éviction). Les concurrents actuels pourront par exemple réduire leur capacité ou des concurrents potentiels décider de ne pas entrer sur un nouveau marché. Ils pourront aussi réagir en réduisant leurs dépenses de recherche et développement. On trouvera des explications plus détaillées dans l'encadré n° 1. La réaction des concurrents sera toutefois modulée en fonction du contexte du marché et des caractéristiques de l'aide. Par exemple, si les concurrents vendent des produits quasi substituables à ceux du destinataire de l'aide, ils s'en trouveront davantage affectés et l'on peut s'attendre à ce que l'ampleur de leur ajustement soit plus grande. Les distorsions de concurrence peuvent être accrues si le bénéficiaire de l'aide possède un pouvoir de marché. Lorsque le destinataire de l'aide est déjà dominant sur un marché de produits, l'aide peut renforcer cette position en affaiblissant davantage encore la contrainte concurrentielle que les rivaux sont susceptibles d'exercer.
48. En troisième lieu, l'aide d'État peut affecter la concurrence sur les **marchés d'intrants**. Cela se produit si l'aide d'État favorise l'utilisation d'intrants déterminés (tels une main-d'œuvre bien précise ou des produits intermédiaires respectueux de l'environnement). Certaines aides peuvent entraîner une baisse du coût des intrants (comme l'aide en faveur de la formation ou des matériaux respectueux de l'environnement) ou de modifier le processus de production. C'est ce qui se produit lorsque l'aide induit le recours à des matériaux, à une main-d'œuvre ou à des intrants différents (emploi d'un plus grand nombre de travailleurs handicapés, diminution de

la pollution, par exemple). Si elle est susceptible de profiter aux consommateurs, à son destinataire et aux participants du marché d'intrants, cette aide peut cependant nuire aux fournisseurs d'intrants concurrents. Comme dans le cas des marchés de produits, l'effet global sur les marchés d'intrants peut être négatif si les investissements des concurrents s'en trouvent découragés.

49. La principale distorsion sur les marchés d'intrants touche le **choix d'un lieu d'activité** (qui est un intrant). L'aide visant à attirer l'investissement peut avoir un impact négatif sur la région d'où l'investissement a été soustrait avec, à la clé, un possible gaspillage de ressources si la région en question possède un avantage comparatif pour la production considérée.
50. Les distorsions de concurrence peuvent se produire au sein des États membres, mais aussi entre eux. Il en va ainsi lorsque les entreprises se livrent une lutte par-delà les frontières, mais aussi lorsqu'elles prennent en considération des intrants, tels que les choix d'implantation dans des États membres différents. Les effets sur les échanges se manifestent généralement lorsqu'il y a des distorsions sur les marchés de produits, ce qui peut fausser la répartition des activités parmi les États membres et saper le marché intérieur. S'il est possible qu'elle ne conduise pas directement à une distorsion sur le marché des produits, l'aide visant à déménager une usine dans une autre région à l'intérieur du marché commun n'en déplace pas moins des activités ou des investissements d'une région à une autre. La Commission accordera une attention toute particulière aux distorsions surgissant entre les États membres.
51. Afin d'évaluer l'ampleur des distorsions de concurrence, la Commission se concentrera avant tout sur l'effet que le changement de comportement du destinataire exerce sur les concurrents et sur les fournisseurs d'intrants. Les effets sur les consommateurs entreront également en ligne de compte.³³
52. Pour déceler et évaluer les effets négatifs de l'aide, la Commission détermine les concurrents et les consommateurs susceptibles d'être affectés par le changement de comportement du destinataire de l'aide.
53. Afin de cerner les effets des aides qu'ils consentent, les États membres devront par conséquent fournir à la Commission des preuves lui permettant i) d'identifier les produits en cause (c'est-à-dire les produits affectés par le changement de comportement du bénéficiaire de l'aide) et ii) d'identifier les concurrents et consommateurs affectés. (Voir encadré n° 2 pour plus de précisions). Cette seconde étape conduira d'ordinaire à une délimitation du marché géographique et de produit affecté par l'aide.³⁴ Cela ne signifie pas pour autant que la Commission statuera formellement, en toutes circonstances, sur la délimitation du marché.

³³ Les aides d'État constituent une charge financière pour les contribuables. Leur effet budgétaire équivaut au montant de l'aide. Au-delà de cet effet, des coûts supplémentaires peuvent survenir en raison d'inefficacités et de coûts administratifs liés à l'imposition. Dans le cadre du contrôle des aides d'État, la Commission n'a toutefois pas vocation à se prononcer sur les systèmes d'imposition en général ou sur le bon usage de l'argent des contribuables. L'évaluation des avantages potentiels d'une mesure, au regard desquels la distorsion de la concurrence et des échanges sera pesée, fera entrer en ligne de compte la charge financière qu'elle représente pour les contribuables de l'État membre octroyant l'aide.

³⁴ La Commission puisera le cas échéant parmi les instruments développés dans le domaine du contrôle des ententes et des concentrations pour délimiter les marchés. Pour des décisions ayant donné lieu à une délimitation des marchés, voir à titre d'exemple : N 674 / 2006 – *Soutien de l'Agence de l'innovation*

54. L'étendue de l'analyse de marché sera décidée cas par cas. Pour ce qui est de l'analyse des effets positifs de l'aide, la délimitation précise du marché n'est d'ordinaire pas requise. Cette délimitation n'est pas non plus impérative pour évaluer les effets d'une aide sur place. L'analyse de marché pourra toutefois revêtir une certaine importance pour l'évaluation des effets négatifs de l'aide d'État sur la concurrence.
55. En outre, étant donné que de nombreux marchés peuvent être affectés – encore qu'à des degrés divers –, la Commission centrera d'ordinaire son analyse sur ceux où les effets de l'aide sont les plus manifestes et/ou les plus saillants.

Encadré n° 2 : produits et marchés en cause

Produits³⁵ en cause

Pour cerner les effets de l'aide, il importe tout d'abord de définir les produits en cause, ce qui permettra de déterminer ses répercussions sur les concurrents et les consommateurs.

Les produits en cause peuvent être définis comme ceux dont les fabricants modifient leur comportement, avec à la clé une diminution des prix, une augmentation de la production et des achats d'intrants, une modification des dépenses visant à développer des produits nouveaux ou améliorés, un changement du processus de production, une entrée sur le marché, une sortie du marché, le choix d'un autre lieu d'implantation (voir également chapitre 2).

Dans cette mesure, les produits en cause peuvent englober non seulement ceux qui sont actuellement fabriqués par le bénéficiaire de l'aide, mais aussi ceux qui sont issus du développement de produits.

Dans certaines situations où l'aide ne cible pas une activité bien précise, mais apporte un soutien général au bénéficiaire³⁶, les produits en cause seront tous ceux qui sont fabriqués par ce bénéficiaire.

Marchés de produits en cause

Identifier les concurrents affectés par l'aide revient à délimiter les marchés de produits où l'aide pourrait transférer une partie de la demande de la concurrence au profit du bénéficiaire de l'aide. Ce « déplacement » ne peut se produire que si les concurrents ont des produits substituables aux produits en cause. De plus, les marchés directement liés au déplacement de demande seront eux aussi affectés, car les concurrents réduiront également leurs achats d'intrants ou de biens complémentaires. Les consommateurs affectés sont ceux qui achètent des biens sur ces marchés.

industrielle en faveur du projet NeoVal (JO C 120 du 31.05.2007) ; N 810 / 2006 – *AMD, Dresden - MSF 2002* (JO C 246 du 20.10.2007) ; N 409 / 2006 – *HighSi GmbH* (JO C 77 du 05.04.2007) ; N 582 / 2007 – *Propapier PM 2 KG* (non encore publiée). D'autres exemples à valeur illustrative sont mentionnés en annexe.

³⁵ Le terme de « produit » est utilisé ici dans son acception générique, qui englobe non seulement les produits commerciaux, mais également les services.

³⁶ Par exemple dans le cas des aides au sauvetage et à la restructuration.

Les marchés de produits en cause englobent tous les produits considérés par le consommateur comme interchangeables ou substituables à un produit donné, ainsi que les marchés d'intrants associés (fournisseurs du bénéficiaire de l'aide, par exemple)³⁷ et les marchés complémentaires.³⁸ Parmi les facteurs entrant en ligne de compte dans la délimitation du marché de produits en cause, on compte notamment les caractéristiques des produits et l'usage prévu, les préférences du consommateur, les preuves d'une substitution déjà intervenue dans le passé récent, les barrières et coûts associés à un transfert de la demande vers des substituts potentiels, les déplacements de demande consécutifs à des baisses de prix, les élasticités et les élasticités-prix croisées de la demande d'un produit. Il faut également retenir l'effet de l'aide sur la substituabilité (par exemple, une baisse du prix d'un produit que les consommateurs n'auraient pas auparavant considéré comme remplaçable par des produits meilleur marché d'autres entreprises).

La substituabilité du côté des fournisseurs peut également jouer un rôle dans la délimitation des marchés affectés lorsque le bénéficiaire peut rapidement y entrer ou y prendre son essor. Pour déterminer cette entrée potentielle, on pourra notamment faire appel à des facteurs tels que l'existence d'économies d'envergure entre deux marchés (cas où deux produits nécessitent les mêmes installations de production par exemple) et l'élasticité croisée de l'offre (capacité de basculer rapidement la production).

Il faudra examiner cas par cas quels marchés de produits il conviendra d'analyser en détail, sur la base de la situation concurrentielle et de la probabilité que l'aide ait un effet sur les marchés liés en question.

Marchés géographiques en cause

Une fois identifiés les concurrents et les consommateurs affectés par l'aide, il importe également de pouvoir les localiser, en particulier lorsqu'il est essentiel de surveiller les effets transfrontaliers des aides d'État. Toutefois, même dans le cas de marchés géographiques intranationaux, l'aide est susceptible de fausser les échanges en créant des barrières à l'établissement d'entreprises d'autres États membres³⁹, par exemple.

En ce qui concerne la délimitation des marchés de produits en cause, les considérations de demande devraient constituer le principal outil de définition des marchés géographiques. L'évaluation pourra notamment retenir des facteurs tels que la nature et les caractéristiques des produits, l'existence de barrières à l'entrée, les frais de transport, les préférences des consommateurs, des écarts notables de parts de marché des entreprises entre zones géographiques voisines ou des écarts de prix substantiels.

56. L'État membre octroyant l'aide est censé fournir tous les éléments de preuve pertinents dont il dispose pour assister la Commission dans son évaluation. Lorsqu'elle évalue l'effet de l'aide sur la concurrence, celle-ci pourra tenir compte des indicateurs suivants :

³⁷ Toutefois, les marchés situés plus en amont dans la chaîne d'intrants (c'est-à-dire les marchés d'intrants des marchés d'intrants) ne seront d'ordinaire pas pris en compte.

³⁸ Autrement dit, les marchés comprenant les produits utilisés en association avec le produit en cause.

³⁹ Voir par exemple affaire C-280/00 – Altmark Trans et Regierungspräsidium Magdeburg [2003] Rec. p. I 7747 (« Altmark »), points 77 à 79.

Caractéristiques de l'aide (par exemple, montant de l'aide ; processus de sélection du bénéficiaire, durée et renouvellement de l'aide ; effet sur les coûts du bénéficiaire).

Structure des marchés affectés (par exemple, concentration du marché, nombre et taille des entreprises, existence d'un pouvoir de marché, différenciation des produits, barrières à l'entrée et à la sortie, dimension du marché de produits et du marché géographique en cause⁴⁰).

Caractéristique du secteur/marché (par exemple, marchés en surcapacité, inefficacités au niveau du bénéficiaire (productivité), importance de l'innovation, faisabilité du déplacement d'installations de production).

Les caractéristiques de l'aide, du marché et du secteur énumérées ci-dessus ne doivent pas être considérées comme des indicateurs indépendants, mais être examinées avec les autres informations sur l'aide en cause, telles que la défaillance du marché qu'il y a lieu de traiter ou les objectifs d'intérêt commun poursuivis.

6. MISE EN BALANCE DES EFFETS NEGATIFS ET POSITIFS

L'application du critère de mise en balance

57. L'ultime et décisive étape de l'analyse de compatibilité consiste à déterminer si l'État membre a démontré que les effets positifs de l'aide, pour autant qu'elle en ait, l'emportent sur ses effets négatifs. Si cet examen ne peut être effectué que cas par cas (pour les mesures individuelles comme pour les régimes d'aides) et qu'il est donc impossible de prédire d'une manière générale quel sera le résultat de la mise en balance dans un cas donné, il est néanmoins possible de définir quelques principes généraux.
58. La mise en balance des effets positifs et négatifs requiert tout d'abord de les évaluer et de les mesurer sur le plan qualitatif et, là où c'est possible, sur le plan quantitatif, et d'apprécier globalement leur impact sur les producteurs et les consommateurs dans chacun des marchés considérés. Dans cette mesure, le recours à une norme de bien-être social⁴¹ facilite la description analytique de l'intérêt commun, en démêlant les effets de nature différente sur différents acteurs.

⁴⁰ Les marchés débordant du cadre national affecteront normalement les échanges entre États membres ; les marchés nationaux peuvent néanmoins avoir le même effet par le truchement des marchés en amont, en aval ou des marchés complémentaires.

⁴¹ Dans la théorie économique, le bien-être des consommateurs est généralement défini comme la « rente » de ces derniers sur l'ensemble des marchés, autrement dit l'écart entre la volonté de payer pour un bien et le prix de ce bien. Réciproquement, le bien-être des producteurs peut être assimilé à la « rente » des producteurs, c'est-à-dire au montant que ces derniers retirent de la vente à un prix de marché supérieur au coût marginal de production. Le bien-être social prend en compte non seulement la somme des « rentes » des consommateurs et des producteurs, mais également les modalités de répartition du bien-être entre les pays et les citoyens. Il intègre donc des éléments d'efficacité (par l'examen de la quantité de richesse créée en imputant les « rentes » des consommateurs et/ou des producteurs), ainsi que des éléments d'équité (par l'examen des modalités de répartition de cette richesse entre les États membres et les citoyens). Une norme de bien-être prend en compte tous les effets susceptibles d'être engendrés par l'aide.

59. Les effets positifs de l'aide sont directement liés au changement de comportement de son destinataire, ce qui permet d'atteindre l'objectif d'intérêt commun désiré. Dans le cas d'un objectif d'efficacité, les effets positifs peuvent être décrits par l'augmentation ou la diminution de l'activité sur un marché de production considéré comme bénéfique à l'intérêt commun. À titre d'exemple, les aides en faveur de l'environnement réduisent la production de substances dangereuses ; les aides en faveur de la R&D accroissent les activités en ce domaine, débouchant sur de nouveaux produits ou sur des versions améliorées. Dans le cas d'un objectif d'équité, les effets positifs correspondent au choix d'une production qui améliore l'équité ou à un changement dans la manière de fournir cette production : implantation dans une autre région ou emploi d'intrants différents (travailleurs handicapés par exemple). De la même manière, les effets sur les marchés d'intrants peuvent être décrits comme une modification d'activité par rapport à ce qui serait advenu en l'absence d'aide (par exemple, développement des ventes pour les fournisseurs de la société partie pour la région assistée, augmentation du nombre d'emplois ou des salaires pour les travailleurs de la région). Les effets positifs pour les consommateurs peuvent résulter d'une baisse des prix à long terme, ainsi que de l'amélioration de la qualité, de l'innovation ou du choix de produits.
60. Les effets négatifs sur la concurrence et les échanges résultent eux aussi du changement de comportement du destinataire de l'aide. Ainsi qu'il est expliqué à la section précédente, l'ampleur de la distorsion de la concurrence peut être évaluée par ses effets sur les concurrents et les fournisseurs d'intrants (notamment pour les aides qui déterminent le choix d'un autre lieu d'établissement). L'effet sur les consommateurs dépend également de la réaction des concurrents. En toute hypothèse, le coût de l'aide est considéré négativement: une aide ne peut donc être autorisée que si elle engendre des effets positifs allant au-delà d'un simple transfert de fonds à son destinataire.
61. L'évaluation individuelle des régimes d'aides ou des aides en faveur d'entreprises déterminées n'empêche pas d'en considérer les effets cumulés. En d'autres termes, l'addition des aides consenties à un grand nombre de petites entreprises peut avoir un effet identique à l'octroi d'une enveloppe substantielle à une seule société. De la même manière, une aide récurrente dans un seul et même secteur d'un État membre peut avoir des effets négatifs en renforçant ce secteur au détriment d'autres États membres.
62. La définition de l'intérêt commun au niveau de l'UE suppose la mise en balance de considérations politiques. Certains objectifs peuvent viser des avantages plus ou moins tangibles. D'autres peuvent impliquer des bénéfices qu'il est difficile de mesurer au regard d'éventuels effets négatifs sur la concurrence et les échanges, et pour lesquels le choix de pondérations relatives appropriées implique nécessairement une vaste marge d'appréciation. Cela dit, l'analyse des effets de l'aide selon une norme de bien-être social peut contribuer à la systématisation d'une telle évaluation en cherchant autant que possible à définir une unité de mesure de certains effets économiques (positifs et négatifs) de l'aide et, ce faisant, à contribuer utilement à l'appréciation globale de ses effets.

Ampleur des effets

63. La Commission est consciente qu'il sera souvent impossible de quantifier très précisément les effets d'une aide d'État. Dans la plupart des cas, il devrait néanmoins être possible de définir des ordres de grandeur à cet effet.
64. La Commission retiendra également que certains effets (en règle générale, les effets à court terme sur les quantités et les prix) seront souvent plus faciles à quantifier que d'autres effets d'importance équivalente (tels que les effets à long terme sur la propension à investir ou à innover), de sorte qu'une amélioration du bien-être total à court terme ne conduira pas directement à l'acceptation de la mesure en cause.
65. Si des effets positifs ou négatifs sont quantifiables, une unité de mesure commune devra être utilisée pour assurer la comparabilité (effet en valeur monétaire, nombre d'emplois, chiffre d'affaires engendré et/ou déplacé, par exemple).
66. À titre d'exemple, les bénéfices et préjudices pour les concurrents peuvent être quantifiés par l'estimation de l'accroissement ou du recul des ventes, des profits ou des emplois. Les bénéfices (et, respectivement, les préjudices) pour les citoyens peuvent être exprimés par les gains monétaires estimés résultant de la baisse ou de la hausse des prix à long terme. Si les effets positifs résultant, pour les consommateurs ou les citoyens, de l'amélioration du choix et de la qualité des produits ou de l'innovation peuvent être plus difficiles à quantifier en chiffres, il est néanmoins possible d'y attacher des ordres de grandeur.
67. Dans certains cas, il pourra être difficile de déterminer quelle valeur les consommateurs attribueront à la qualité, à la nouveauté ou à d'autres caractéristiques non mesurables par le prix des biens et services. Cela ne doit pas empêcher les États membres de tenter d'évaluer les bénéfices qui en résultent pour le public. Pour apprécier l'ampleur de ces effets positifs, la Commission prendra en considération des enquêtes de consommation, des recherches de marketing ou des avis d'experts fournis par les États membres, ou fera appel à l'évaluation des politiques (comme dans les documents de politique communautaire ou nationale, par exemple) ou se fiera à son propre jugement.
68. De surcroît, l'évaluation des effets positifs peut également, pour ce qui touche aux considérations d'équité, impliquer une vaste marge d'appréciation. La différence de pondération des effets selon les régions ou les catégories de population pourra s'appuyer sur des indicateurs statistiques⁴² mettant en évidence les écarts entre ces groupes. Cette approche peut contribuer à établir différentes échelles d'évaluation des effets positifs et négatifs.
69. En toute hypothèse, l'application du critère de mise en balance devra exprimer les effets au moyen d'un ensemble de facteurs et d'une description aussi spécifique et précise que possible de ces effets, positifs et négatifs, de manière à pouvoir en tirer un bilan et les comparer, même en l'absence de quantification.

Indicateurs opérationnels

70. Après avoir suivi la méthode présentée plus haut pour évaluer les effets positifs et négatifs, la Commission pourra être confrontée à des situations où il sera difficile

⁴²

Cf. méthode utilisée dans les Lignes directrices concernant les aides régionales

d'en faire le bilan, notamment parce qu'ils ne seront pas aisément quantifiables ou comparables. Les indicateurs ci-après pourront faciliter la mise en balance des effets positifs et négatifs; ils ne sont pas contraignants et n'ont qu'une valeur indicative. Aucun d'eux n'est suffisant en soi et il faudra en combiner plusieurs pour aboutir à une décision. Chose plus importante encore : ces indicateurs ne sauraient être considérés comme un moyen d'éviter l'application intégrale du critère de mise en balance. Il convient du reste de songer que les aides d'État sont généralement proscrites et ne peuvent être autorisées que par dérogation à ce principe général. En cas de doute, la Commission sera donc davantage susceptible d'interdire l'aide.

71. Il est probable que la Commission prendra une position négative dans les cas suivants:

- les distorsions de concurrence sont quasi certaines et l'aide d'État profite pour l'essentiel à son destinataire
- il s'agit d'une aide au fonctionnement destinée seulement à soutenir certains niveaux de production ou de prix
- le montant de l'aide est très important et ses effets positifs très limités par rapport à son coût
- les effets positifs sont limités au territoire de l'État membre octroyant l'aide, tandis que des effets négatifs substantiels sont ressentis dans un certain nombre d'autres États membres
- l'aide accroît considérablement les disparités sociales et/ou régionales et est dommageable pour l'environnement ou provoque de la pollution
- l'aide engendre des distorsions importantes et durables de concurrence et son bénéficiaire est une entreprise dominante, dont la position sur le marché se trouvera du même coup renforcée.

72. Par contraste, il est probable que la Commission adoptera une position positive dans les cas suivants:

- les effets positifs sont presque certains (de par la conception de l'aide, par exemple), alors que les effets négatifs sont moins probables
- l'aide va nécessairement engendrer des effets positifs très importants (excédant en particulier de loin le montant de l'aide octroyée), qui profitent à de nombreux États membres et dont la portée stratégique au regard de l'intérêt commun européen a été démontrée
- l'aide est bien ciblée et les bénéfices se font ressentir dans des régions sous-développées ou dans des catégories socialement défavorisées, et la Commission a constaté qu'elle se limitait aux surcoûts nets devant compenser les handicaps sociaux/régionaux

- l'aide engendre d'importantes retombées positives pour les marchés de produits autres que les marchés en cause, de sorte que les concurrents et les consommateurs de ces marchés peuvent eux aussi en bénéficier
- l'aide ne fausse pas substantiellement le fonctionnement du marché intérieur et n'induit pas de disparités significatives entre entreprises établies dans différents États membres et/ou dans le lieu d'implantation des facteurs de production au sein de l'UE
- l'aide produit des effets positifs évidents pour les citoyens, y compris à long terme, tandis que ses effets négatifs sont limités et n'entravent pas sensiblement la concurrence

Mesures correctives

73. S'il ressort du bilan que les effets négatifs l'emportent sur les avantages, la Commission pourra interdire l'aide ou requérir des mesures correctives portant soit sur la conception de l'aide, soit sur les distorsions de la concurrence qu'elle engendre.
74. En ce qui concerne la conception des mesures correctives, la Commission examinera entre autres les éléments suivants :
 - réduction du montant, de l'intensité ou du champ d'application/de la cible de l'aide (activités ou marchés couverts), afin de rendre la mesure proportionnelle.
 - réduction de la sélectivité de la mesure, par exemple en recourant à une procédure de sélection ouverte pour le bénéficiaire de l'aide ou en optant pour un régime général, et en évitant tout favoritisme à l'égard des entreprises détentrices d'un pouvoir de marché.
 - limitation de la possibilité de subventions croisées par le renforcement de la transparence et la séparation des comptes, ou par la séparation des activités dans différentes entreprises.
 - établissement d'une structure de gouvernance adéquate de l'entreprise.
75. En ce qui concerne l'effet sur la concurrence et les échanges, la Commission pourra notamment prendre en considération les éléments suivants :
 - réduction de la capacité de production du bénéficiaire de l'aide
 - cession d'actifs
 - si une surveillance adéquate peut être assurée, engagements de nature comportementale du bénéficiaire afin d'empêcher les verrouillages (par exemple, accès garanti au réseau ou à d'autres infrastructures essentielles)
 - engagement des États membres d'ouvrir les marchés, par exemple, par des mesures de libéralisation ou d'abaissement des barrières techniques et non techniques

- octroi de licences ouvertes relatives à des droits de propriété intellectuelle et normes en la matière.

Annexe I

Liste d'affaires exemplaires dans lesquelles le critère de mise en balance a été appliqué

RDI

- N 602 / 2007 – Soutien de l'AII en faveur du programme MaXSSIMM, décision du 20.05.2008, version publique non encore disponible
- N 469 / 2007 – Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du programme « QUAERO », décision du 11.03.2008, version publique non encore disponible
- N 447 / 2007 – TURBOMECA (groupe SAFRAN), JO C 94 du 16.04.2008
- N 435 / 2007 – Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du programme « MINImage », 30.01.2008
- N 349 / 2007 – Soutien de l'agence de l'innovation industrielle au PMII OSIRIS, JO C 304 du 15.12.2007
- N 195 / 2007 – Rolls-Royce Deutschland Ltd. & Co. KG - JO C 118 du 15.15.2008
- N 185 / 2007 – Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du programme « NANOSMART », JO C 284 du 27.11.2007
- N 112 / 2007 – THESEUS, JO C 227 du 27.09.2007
- N 89 / 2007 – Projet d'aide de l'Agence de l'innovation industrielle au PMII HOMES, JO C 275 du 16.11.2007
- N 887 / 2006 – Projet Bernin 2010, JO C 200 du 28.08.2007
- N 854 / 2006 – Soutien de l'agence de l'innovation industrielle en faveur du programme mobilisateur pour l'innovation industrielle TVMSL, JO C 182 du 04.08.2007
- N 708 / 2006 – Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du programme « BioHub », JO C 67 du 23.03.2007
- N 674 / 2006 – Soutien de l'Agence de l'innovation industrielle en faveur du projet NeoVal, JO C 120 du 31.05.2007

Formation

- C 18 / 2007 – DHL Leipzig Halle, JO C 213 du 12.09.2007
- C 35 / 2007 – Aide d'État en faveur de Volvo Cars Gent, JO C 243 du 7.11.2007
- C 23 / 2007 – Vauxhall - Ellesmere port, JO C 243 du 17.10.2007

- N 541 / 2006 – Aide à la formation en faveur de Fiat Auto, JO C 220 du 20.09.2007
- C 14 / 2006 – General Motors Antwerp, JO C 210 du 1.09.2006

Radio et télédiffusion

- C 25/2004 – DVB-T Berlin-Brandebourg, JO L 200 du 22.07.2006

Large bande

- N 570 / 2007 – Large bande dans les régions rurales du Bade-Würtemberg, JO C 282 du 24.11.2007
- N 117 / 2005 – Marchés publics regroupés pour la large bande– Scotland, JO C 204 du 26.08.2006
- N 473 / 2007 – Connexions à large bande pour le Haut-Adige, JO C 289 du 01.12.2007
- N 475 / 2007 – National Broadband Scheme – Irlande, JO C 282 du 24.11.2007
- N 118 / 2006 – Développement des réseaux de communication à large bande dans les régions rurales, JO C 296 du 6.12.2006
- N 284 / 2005 – Programme à large bande régional: Metropolitan Area Networks (« MANs »), JO C 207 du 30.08.2008

Capital-investissement

- N 521 / 2007 – Clusterfonds «Start-up». Régime de capital à risque. Allemagne (Bavière), JO C 100 du 22.04.2008
- N 287 / 2007 – Business Expansion Scheme (BES), incorporating the Seed Capital Scheme (SCS), JO C 238 du 10.10.2007
- N 263 / 2007 – Fonds de technologie TGFS, Saxe, Allemagne, JO C 93 du 15.04.2008
- N 330 / 2006 – Berlin Kapital Fonds, JO C 67 du 23.03.2007
- N 599 / 2005 – Soutien à la création de fonds de capital d'amorçage, JO C 240 du 5.10.2006

Divers

- N 581 / 2007 - Régime de réduction des cotisations de sécurité sociale dans certains secteurs des services, JO C 59 du 04.03.2008

Liste d'affaires exemplaires dans le domaine des aides régionales, ayant donné lieu à une définition du marché

- N 767 / 2007 – LIP - RO - Ford Craiova, JO C 248 du 30.04.2008
- N 582 / 2007 – LIP - DE - Propapier PM 2 KG, JO C 131 du 29.05.2008
- N 907 / 2006 – MSF 2002- Matrai Eromu, JO C 227 du, 27.09.2007
- N 900 / 2006 – MSF 2002 - CELBI, JO C 271 du 14.11.2007
- N 899 / 2006 – MSF 2002- Artensa, JO C 227 du 27.09.2007
- N 898 / 2006 – MSF 2002 - Repsol Polimeros, JO C 220 du 20.09.2007
- N 872 / 2006 – MSF 2002 - Qimonda, 30.01.2008, version publique non encore disponible
- N 863 / 2006 – MSF 2002 - Avancis, JO C 227 du 27.09.2007
- N 850 / 2006 – MSF 2002 - Q-Cells, JO C 270 du 13.11.2007
- N 810 / 2006 – AMD, Dresden, MSF 2002, JO C 246 du 20.10.2007
- N 564 / 2006 – MSF-2002-PT about the Future - Empresa produtora de Papel S.A. JO C 291 du 5.12.2007
- N 549 / 2006 – MSF-2002-IT Atlantica Invest AG, JO C 213 du 12.09.2007
- N 409 / 2006 – MSF-2002-DE HighSi GmbH, JO C 77 du 5.04.2007
- N 17 / 2006 – First Solar (MSF), JO C 259 du 27.10.2006